

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

METHABAZ

5 rue du Ragonet
51110 Warmeriville

Références : D3 i 2025 206
Code AIOT : 0003012779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement METHABAZ implanté Le Cri 51110 Bourgogne-Fresne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une visite d'inspection a été diligentée suite à un accident survenu le 17 février 2025 sur le site de METHABAZ.

L'exploitant a prévenu l'Inspection des installations classées le jour même de cet accident (rupture d'une poche de digestats liquides).

Cependant, l'exploitant a informé l'Inspection seulement le 24 février 2025 pour un incident survenu le 09 février 2025 (fuite de biogaz d'un digesteur de matières sèches).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METHABAZ
- Le Cri 51110 Bourgogne-Fresne
- Code AIOT : 0003012779
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société METHABAZ est autorisée à créer et à exploiter une installation de méthanisation soumise à enregistrement sur le territoire de la commune Bourgogne-Fresne.

Elle a été autorisée par arrêté préfectoral n° 2018-E-133-I du 19 novembre 2018 et par des arrêtés préfectoraux complémentaires de 2022 et 2023.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant délègue entièrement son site à son prestataire ENGIE sur la tenue du méthaniseur. L'inspection constate que le pilotage du site n'est pas optimal et que les responsabilités semblent diluées dans les différents acteurs

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Digestats - déversement accidentel d'une poche de digestats liquides	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5	Mesures d'urgence	0 jour
2	Biogaz - fuite de digesteur n°3	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	0 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a subi deux évènements consécutifs : une fuite de biogaz le 09/02 et un déversement de digestats liquides le 17/02. Le premier évènement et les mesures prises n'ont pas été immédiatement communiqués à l'inspection contrairement au second évènement. L'inspection s'est rendue sur place avec d'importants doutes sur la capacité de l'exploitant à gérer les risques industriels sur son installation.

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant avait mis en place un certain nombre

d'actions réactives mais non suffisantes :

- Fuite de biogaz : la transmission 15 jours après de l'incident n'est pas acceptable pour l'Inspection des installations classées. Un procès-verbal de constatation de non respect d'une prescription ministérielle est transmis à Monsieur le Procureur de la République du Tribunal de Reims.

- Déversement des digestats liquide : l'exploitant a su réagir rapidement pour éviter une sur-verse de digestats dans le bassin d'infiltration. Cependant, le digestat liquide déversé hors du site dans le fossé et dans les parcelles agricoles voisines n'a pas été récupéré et traité par l'exploitant. L'Inspection considère que cet incident peut porter atteinte à l'environnement conformément à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été proposé pour ces deux évènements à Monsieur le Préfet de la Marne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Digestats - déversement accidentel d'une poche de digestats liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rupture poche de digestat
Prescription contrôlée : Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle. L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a prévenu l'inspection le 17 février 2025 de la survenue d'une rupture de poche de digestats liquides. Une fiche incident a été envoyée le 18 février 2025 à l'inspection des installations classées par l'exploitant. Origine de l'évènement : un erreur humaine. L'exploitant indique dans le rapport que le prestataire en charge de l'épandage des digestats n'a pas enlevé le tuyau raccordé entre la poche de digestat et le tracteur. Lors de la manœuvre de l'engin agricole, celui-ci a arraché la poche de digestat de 1000 m3 dont la moitié s'est déversée en dehors de la rétention et en partie en dehors du site. Le digestat liquide s'est répandu dans les bassins de confinement (étanche), de décantation (étanche) et dans le bassin d'infiltration (non étanche) ainsi que dans les canalisations. Le jour de la visite, l'exploitant indique avoir commencé le nettoyage par jet d'eau des voiries du site et des bandes enherbées. Les digestats liquides dans les bassins de décantation et de confinement ont été pompés pour baisser le niveau.

La baisse de ces deux bassins permet d'absorber les eaux pluviales et d'éviter au maximum une sur-verse dans le bassin d'infiltration et ainsi limiter au maximum l'infiltration des digestats liquides dans les nappes d'eaux souterraines.

La deuxième poche de digestats liquides a été fragilisée par la rupture de la première poche, mais ne s'est pas rompue.

L'exploitant a installé le dispositif de dépotage de la seconde poche de digestat par un ancrage fixe permettant de réduire le risque d'une nouvelle rupture par erreur humaine.

L'exploitant indique à l'inspection que de manière générale, aucune procédure de dépotage des digestats liquide n'est existante.

Un nettoyage des réseaux enterrés (électriques, eaux) est prévu la semaine suivante par un prestataire extérieur.

Concernant le déversement des digestats liquides dans le fossé longeant le site et sur les parcelles agricoles voisines, l'exploitant a indiqué que le digestat étant prévu pour de l'épandage, il n'est pas nécessaire de nettoyer/récupérer les digestats. Selon l'exploitant, le seul risque encouru est la brûlure de la terre incriminée ne permettant pas une pousse de la prochaine culture étant chargé en azote.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection considère que les mesures prises par l'exploitant ont été nécessaires mais non suffisantes pour la gestion de la situation.

L'inspection a donc proposé à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté de mesure d'urgence, signé le 26 février 2025 et demandant notamment :

- l'engagement des travaux de nettoyage des zones impactées sur et en dehors du site. Ces zones comprennent notamment les terrains, bassins et voiries du site et hors site (parcelles agricoles, fossés, etc.) et transmet les justificatifs à l'Inspection. En particulier, l'exploitant procède au curage et au nettoyage en profondeur du bassin d'infiltration des eaux, impacté par les digestats épandus. Les excavations sont stockées sur une aire étanche dans l'attente d'une évacuation ;
- l'interdiction de l'utilisation de la seconde poche de digestats liquides due à sa fragilisation dans l'attente de la vérification de son intégrité ;
- l'élaboration d'un programme de prélèvements dans l'environnement comprenant : un bilan matière (caractéristiques et quantités précises du digestats épandu, cartographie des zones impactées, proposition de plan de prélèvement de sols et plan d'action de dépollution le cas échéant);
- la mise en œuvre d'une solution temporaire de stockage du digestat liquide produit par les digesteurs 1 et 2 en fonctionnement, respectant les prescriptions de la réglementation en

vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 0 jour

N° 2 : Biogaz - fuite de digesteur n°3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Fuite de gaz digesteur n°3

Prescription contrôlée :

Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle.

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

Le 24 février 2025, l'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'une fuite de biogaz est détectée au sein du digesteur n°3. Cette incident est connu de l'exploitant depuis le 9 février 2025.

L'inspection rappelle que l'exploitant doit déclarer à l'inspection tout accident/incident dans les meilleurs délais à l'Inspection conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12/08/2010.

Le jour de la visite, l'exploitant indique à l'inspection avoir arrêté complètement le digesteur n°3 le 11 février, soit 2 jours après l'incident.

Des opérations de mise en sécurité ont été entreprises par l'exploitant :

- L'arrêt de l'incorporation d'intrants dans le digesteur n°3 entraînant la chute de la production de biogaz ;
- Une poche a été mise en place au sein du digesteur pour confiner au maximum la fuite ;
- Les vannes de canalisation de biogaz ont été fermées pour éviter tout transfert de ce biogaz vers la torchère ;
- Une surveillance des détecteurs de gaz.

L'exploitant indique à l'inspection que la fuite de biogaz serait due à un tuyau de chauffage qui a détérioré le ciel de toit. A ce jour, la cause précise de la fuite n'est pas déterminée.

Malgré l'arrêt total du digesteur, du biogaz, à faible dose, est créé. Ce surplus de biogaz est transféré vers les deux autres digesteurs en fonctionnement.

Les digesteurs n°1 et n°2 sont toujours en fonctionnement.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devait prévenir le plus rapidement possible l'Inspection concernant l'incident. L'Inspection considère que cette absence d'information n'est pas admissible.</p> <p>Un procès-verbal de constatation pour non-respect d'une prescription ministérielle est proposé à Monsieur le Procureur de la République de Reims.</p> <p>L'inspection considère que les mesures prises par l'exploitant ont été nécessaires mais non suffisantes pour la gestion de la situation. L'inspection a donc proposé à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté de mesure d'urgence, signé le 26 février 2025 et demandant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la justification de l'arrêt immédiat du digesteur n°3 dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; • la transmission d'un protocole détaillé et des justificatifs de la mise à l'arrêt du digesteur n°3, conformément aux règles en vigueur afin de garantir l'absence de risque résiduel sur le reste de l'installation de méthanisation ; • la transmission des justificatifs de la bonne gestion du biogaz résiduel et des intrants présents dans le digesteur n°3 à l'arrêt ; • la transmission de rapports avant tout redémarrage du digesteur n°3 (étanchéité, recherche des causes profondes et actions correctives mises en place).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mesures d'urgence</p>
<p>Proposition de délais : 0 jour</p>